

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Comité Régional de l'Habitat Nord Pas-de-Calais
séance plénière du 21 février 2011

Effets de la loi portant engagement national pour l'environnement
avec le Programme Local de l'Habitat.

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement fixe de nouvelles règles environnementales et de performance énergétique dans les domaines aussi nombreux que variés : bâtiment, urbanisme, transport, eau, mer, énergie, climat, bio diversité....

Dans le domaine de l'urbanisme , volet important de la loi, une série de dispositions visent à mieux prendre en compte l'objectif de développement durable dans l'ensemble des documents d'urbanisme (PLU, SCOT, directives territoriales d'aménagement et de développement durables).

Ainsi ces documents doivent désormais expressément prendre en compte la réduction des émissions des gaz à effet de serre, la protection de la biodiversité, la restauration des continuités écologiques, l'amélioration des performances énergétiques et la diminution des obligations de déplacement. Le principe de diversité des fonctions urbaines et rurales et de mixité sociale dans l'habitat est précisé. Il convient de tenir compte en particulier des objectifs de répartition « géographiquement équilibrée » entre emploi, habitat, commerce et services.

La loi ENE transforme le SCOT en document plus opérationnel ; à travers son Document d'Orientation et d'Objectifs, il est possible de :

- Déterminer des objectifs chiffrés de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain qui peuvent être ventilés par secteurs géographiques.
- Définir des projets d'équipements et de dessertes de transports collectifs
- Définir les objectifs et les principes de la politique de l'habitat au regard, notamment de la mixité sociale, en prenant en compte l'évolution démographique et économique et les projets d'équipement et de dessertes en transports collectif.

Par la création du nouvel article L122-1-7 du code de l'urbanisme, le SCOT définit :

- Les objectifs d'offre de nouveaux logements, répartis, le cas échéant, entre les établissements publics de coopération intercommunale ou par commune.
- Les objectifs de la politique d'amélioration et de réhabilitation du parc de logements existant public ou privé.

Ces dispositions nouvelles sont identiques à celles déjà fixées dans le code de la construction et de l'habitation « art L-302-1 » du CCH définissant les objectifs et obligations d'un Programme Local de l'Habitat.

L'articulation du SCOT avec le PLH est de type réglementaire. Le PLH intègre et développe les orientations et prescriptions de la politique locale de l'habitat en tenant compte des orientations définies par le SCOT qui par nature s'étend sur un territoire plus important. Le PLH doit être en totale compatibilité avec ce dernier et affiner sur un territoire plus restreint les prescriptions présentées.

La loi ENE modifie substantiellement Les Plans Locaux d'Urbanisme des communes qu'il renforce autour de quatre axes :

- Une meilleure prise en compte des objectifs de développement durable
- Une réorganisation des dispositions du PLU en y intégrant politiques d'urbanisme, d'habitat et de transports
- la promotion des PLU intercommunaux
- Le contrôle accru du préfet de département dans l'élaboration et le suivi du document.

La promotion de la démarche de mise en place de PLU intercommunaux déjà proposés par la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre les exclusions (MLLE) peut , sous certaines conditions, tenir lieu de Programme Local de l'Habitat.

Ainsi les effets induits de la loi ENE, portent sur un renforcement, une intégration des orientations et prescriptions des politiques de l'habitat définies par le SCOT et la possibilité, sous certaines conditions, d'une possible évolution du PLU intercommunal à se substituer au Plan Local de l'Habitat.